

« Autant connaître un peu les verres que l'on porte » :  
la pratique historique et le temps des représentations

*Christian Topalov* \*

Les représentations des villes sont elles-mêmes inscrites dans le temps, y compris bien entendu nos représentations savantes. Cette sorte d'évidence ouvre la discussion sur un nouvel ordre de décalages de temporalités, cette fois entre les temps des villes et les temps des discours sur celles-ci.

De la même façon qu'on peut parler d'une pluralité des temporalités urbaines, il y a une pluralité, dans le temps, des représentations des villes, des représentations du temps des villes lui-même.

Mais le parallèle s'arrête vite. Les différents temps des villes sont toujours liés entre eux par la permanente mise au présent de tous les passés de la ville. En revanche, les différences temporelles des représentations n'impliquent pas que celles-ci soient contemporaines. Elles sont, au contraire, d'emblée anachroniques : les villes du passé telles qu'elles étaient représentées alors n'appartiennent pas à notre présent. Chaque présent sélectionne, redéfinit et recompose une partie des représentations du passé pour en élaborer de nouvelles.

La question à laquelle je voudrais réfléchir en compagnie de Bernard Lepetit est celle-ci : que faire de ces décalages ? Et que peuvent-ils nous apprendre sur les temps des villes ?

### Une affaire très concrète

Souignons d'emblée que, chez Lepetit, cette question n'a pas de statut ontologique : elle résulte d'une confrontation aux données de l'enquête empirique et d'une réflexion sur leur manipulation réglée – opérations qui pourraient assez bien définir la spécificité des sciences sociales parmi les pratiques discursives.

Il s'agit, si l'on veut, d'une question de méthode, d'une affaire très concrète, de celles dont la recherche ne cesse de s'occuper et qu'elle ne peut se dispenser de résoudre en fait, qu'elle le veuille ou non, qu'elle le sache ou non.

---

\* Chercheur (CSU).

Un exemple, fort simple, le montrera. Lorsque Lepetit constitue en objet de recherche les réseaux urbains de la France moderne et entreprend de les analyser en utilisant des chiffres (dans la tradition bien établie de l'« histoire sérieuse »), il est confronté, après beaucoup d'autres, à une question préalable : qu'est-ce qu'une ville ?

C'est un problème éminemment pratique : comment définir les unités que je dois faire entrer dans mon fichier ? Ce problème est généralement posé en termes de choix d'un seuil, mesuré par le nombre d'habitants : 2 000, moins, plus ? Mais la question ainsi formulée en fait disparaître deux autres : d'abord l'existence de plusieurs critères de définition de la ville au XVIII<sup>e</sup> siècle, ensuite le décalage de nos propres critères par rapport à ces critères d'époque.

Dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, deux façons de définir la ville coexistent en effet. L'une est ancienne : est ville toute communauté pourvue d'une enceinte et de privilèges. L'autre est nouvelle : tout groupe humain aggloméré d'une certaine importance. La logique des « bonnes villes » de l'Ancien Régime et du maillage administratif de celui-ci d'une part, celle de la quantité et de la croissance de l'autre. La seconde prévaudra : la Révolution, en créant les communes, abolit les privilèges citadins et permet de penser dans un continuum ce qui était auparavant des entités discrètes définies politiquement et juridiquement : village, bourg et ville. En 1808, la législation formalise le changement en établissant des droits d'entrée dans « les villes et bourgs de 2 000 âmes et plus ». Cette façon de dire laisse encore voir une hésitation, qui disparaîtra vite dans les règlements et la routine administrative.

Cette dernière façon de définir la ville est encore la nôtre : elle semble donc aller de soi et la discussion technique peut tranquillement se borner à la question du choix du seuil le plus pertinent.

Or une telle dualité de critères est l'indice que s'ouvre, justement au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, une crise des représentations urbaines. Non seulement celle-ci marque profondément la naissance de l'économie politique et de la statistique, mais elle témoigne d'un phénomène majeur de l'époque : les villes françaises n'appartiennent pas toutes à la même temporalité et ceci apparaît dans la façon même de les classer.

Que faire alors ? Bernard Lepetit répond : classer selon ces deux principes et observer les variations de classement que cela produit selon les époques et les régions. « C'est du jeu de ces écarts qu'on pourra atteindre un peu de lumière ». Voilà une façon de faire inédite : faire fonctionner dans la recherche elle-même les différents principes de classement (ceux d'hier et ceux d'aujourd'hui) pour mesurer les écarts des réalités observables à ces classements. Alors que les opérations de classement sont d'ordinaire une auberge espagnole où l'on ne trouve que ce que l'on a apporté, voilà ce qui peut être un « usage non tautologique des classifications ».

Ce jeu des écarts fait apparaître que la définition ancienne de la ville ins- titue une hétérogénéité de l'espace fondée sur des distinctions jalousement

